**Zeitschrift:** Cahiers d'archéologie romande

**Herausgeber:** Bibliothèque Historique Vaudoise

**Band:** 160 (2016)

**Artikel:** Un procès exemplaire entre la chartreuse d'Oujon et la communauté de Begnins (1387-1388)

**Autor:** Poudret, Jean-François

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-835645

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 10.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

† *Jean-François Poudret*

# Un procès exemplaire entre la chartreuse d'Oujon et la communauté de Begnins (1387-1388)

*(L'adjonction de cette contribution au présent volume a été judicieusement proposée par Jean-Daniel Morerod, peu avant le décès de son auteur.)*

Dans la contribution qu'il a consacrée ci-dessus à la protection du territoire d'Oujon, Jean-Daniel Morerod relate un litige ayant opposé, en 1387-1388, Arthaud de Mont et le prieur d'Oujon à Lucette de La Baume et aux habitants de Begnins à propos d'un droit de pâture sur les terres de la chartreuse[1]. Il se fonde en particulier sur un parchemin des Archives communales d'Arzier[2], qui relate exhaustivement le déroulement de ce litige, depuis les requêtes adressées à la régente de Savoie, Bonne de Bourbon, jusqu'au jugement rendu par la cour baillivale de Moudon. Aussi nous a-t-il paru mérité de publier ici la transcription qu'en a faite Jean-Daniel Morerod et d'en commenter les principales dispositions, qui nous éclairent sur la procédure suivie peu après l'incorporation de la Baronnie de Vaud dans l'Etat savoyard[3].

### *Les parties*

Arrêtons-nous tout d'abord à la détermination des parties au litige. Alors que le préambule de la sentence baillivale ne mentionne que le prieur d'Oujon, agissant pour lui, son couvent et ses hommes d'Arzier, d'une part, la communauté de la « ville » de Begnins, d'autre part[4], la requête introductive d'Arthaud de Mont ne vise que Lucette de La Baume en tant que responsable de ses sujets de Begnins[5]. Dans la requête parallèle adressée à la comtesse de Savoie par le prieur d'Oujon, celui-ci se plaint tant des habitants de Begnins que de leur seigneur, ladite Lucette de La Baume, qui les aurait soutenus[6]. L'assignation de celle-ci à la première audience lui confère toutefois la possibilité de se faire représenter par un ou deux procureurs[7]. Effectivement comparaissent à Ripaille, le 13 juillet 1387, le prieur et, pour Arthaud de Mont (le Grand), son châtelain Nicholet de Gimel, d'une part, et pour la dame de Mont (le Vieux), son châtelain de Mont, Jean de Saint-Martin[8]. À l'audience du 20 juillet, ce dernier est remplacé par Jaquet de Begnins et François Fabri pour la défenderesse et ses hommes de Begnins[9].

C'est dire qu'avant même d'être transmise au bailli (*remissio cause*[10]), la cause a perdu tout caractère personnel et féodal d'un débat entre vassaux devant leur suzerain[11]: il s'agit d'une action pécuniaire – plus précisément possessoire – qui oppose le prieur d'Oujon à la communauté de Begnins, ce que consacrera le jugement rendu par la cour baillivale de Moudon, juge ordinaire, comme nous allons le voir.

Les textes précités permettent encore une constatation préalable au sujet de la représentation en justice. Au Pays de Vaud, la comparution personnelle était en principe obligatoire, si ce n'est pour certains personnages privilégiés et pour les collectivités agissant par procureurs[12]. Or, dans notre procès, les deux vassaux de la maison de Savoie, le sire de Mont le Grand et la dame de Mont le Vieux, agissent par procureurs, ainsi que la communauté de Begnins, alors que les habitants d'Arzier sont représentés par le prieur d'Oujon, leur seigneur. C'est dire que l'exigence de la comparution personnelle connaît une évolution restrictive, une plus grande tolérance, en particulier en faveur des nobles, peut-être sous l'influence du droit écrit applicable devant les Conseils savoyards.

### *Compétence*

Jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle, la cour baillivale siégeant à Moudon est juge ordinaire des nobles ou, plus précisément des vassaux nobles qualifiés de bannerets[13]. Ainsi, parmi de nombreux exemples, c'est cette cour qui condamne, en 1389, Hugues de Grandson[14], alors que son parent Othon de Grandson ne sera astreint au duel judiciaire devant la cour de Savoie que moyennant la garantie qu'il n'en résultera aucun préjudice pour la coutume vaudoise, selon laquelle les causes des bannerets doivent être jugées à Moudon[15]. Cette règle n'est toutefois plus rigoureusement observée et, au XV^e^ siècle, de nombreux procès concernant des bannerets vaudois seront jugés par le prince et son Conseil[16]. Malgré les protestations épisodiques des États de Vaud, il y a en réalité un concours de compétence, le prince étant libre de se saisir de la cause ou de la renvoyer au bailli, lequel demeure, en droit si ce n'est en fait, le juge ordinaire de la noblesse vaudoise.

Notre procès se situe précisément à cette époque charnière. Si Arthaud de Mont et le prieur d'Oujon s'adressent déjà à la régente de Savoie et si celle-ci agit avec le concours de son Conseil[17], elle ne tarde pas à renvoyer la cause à la cour baillivale de Moudon, plus familière des coutumes applicables au lieu de situation des biens litigieux[18], cette cour n'en serait pas moins tenue d'appliquer le droit du lieu d'où provient la cause, comme le précise un édit de 1373[19] concernant la procédure d'appel, mais applicable par analogie aux jugements des Conseils de Chambéry. Nous en avons trouvé la confirmation dans plusieurs enquêtes sur la

coutume du pays de Vaud ordonnées dans des procès pendants devant le prince et son Conseil[20]. C'est dire qu'en l'espèce, le renvoi à la cour baillivale de Moudon ne devait pas affecter la solution du litige.

***Les preuves***

Alors que les témoins jouent un rôle essentiel dans les enquêtes sur la coutume précitées, tel n'est pas le cas dans notre litige. En effet, le demandeur se borne à produire un jugement rendu par les dames de Vaud[21] et quatre autres pièces identifiées dans la transcription ci-dessous[22] pour établir les limites de la chartreuse à l'intérieur desquelles les défendeurs n'avaient pas le droit de faire paître leur bétail. Ces pièces sont lues à l'audience de reprise de cause[23]. Les procureurs des défendeurs contestent l'authenticité et, par conséquent, la force probante de ces pièces aux motifs qu'elles n'étaient pas munies de sceaux authentiques, que les habitants de Begnins n'y étaient pas valablement identifiés et que les donateurs n'avaient pas pouvoir de disposer en faveur de la chartreuse[24]. Quoi qu'il en soit, la communauté de Begnins a usé de ces pâturages sans opposition de la part des hommes de la chartreuse de telle sorte qu'elle en a la possession pacifique, ce qu'elle est prête à établir[25]. Elle invoque donc la protection possessoire et non pas la propriété des pâturages litigieux. Ces arguments des défendeurs sont contestés par le prieur, qui accepte néanmoins de s'en remettre au serment des défendeurs[26]. Il défère donc à ceux-ci le serment décisoire, dont dépend le sort du procès: si les défendeurs prêtent ce serment, ils l'emportent, s'ils le refusent, ils perdent le procès. Or, les procureurs de Begnins refusent de prêter ce serment et, au cas où ils seraient tenus de le faire, ils requièrent un délai de réflexion de huit jours. Le prieur refuse un tel délai et exige que le serment soit prêté sur-le-champ, faute de quoi le jugement devrait être rendu en faveur de la demanderesse. La question litigieuse soumise par les parties à la cour baillivale est dès lors de savoir si les défendeurs devraient être condamnés au cas où ils ne prêteraient pas ce serment sur-le-champ[27].

***L'objet du litige***

Si les prétentions formulées dans les requêtes initiales adressées à la Régente de Savoie par Arthaud de Mont (l. 7-8: faire cesser l'usurpation des pâturages des demandeurs par la dame de La Baume et ses hommes de Begnins) et par le prieur d'Oujon (l. 12: remédier à ces abus), elles seront précisées et confirmées par le second à réitérées reprises au cours de la procédure[28]. Le prieur conclut d'une part à la réparation du dommage subi à concurrence de cent livres et d'autre part à l'interdiction faite aux défendeurs de faire pâturer leur bétail dans les limites territoriales d'Oujon, qu'il indique.

De son côté, à ses audiences des 13 et 20 juillet 1387, la Cour ordonne aux parties de restituer les biens qu'elles auraient saisis en mains de leur adversaire *(recredentia)*[29]. La saisie privée du bétail qui pâture sur le fonds d'autrui est encore très répandue à cette époque[30]. Sous cette réserve, la Cour interdit aux parties, plus particulièrement aux défendeurs, toute innovation (*novitas*)[31], c'est à dire toute modification de fait sur laquelle elle doit se prononcer. C'est là une application de la règle reçue par les canonistes et civilistes médiévaux: « *ut lite pendente nihil innovetur* »[32]. Cette mesure provisoire a pour objet notamment d'assurer le maintien de la possession des pâturages dont le couvent prétend avoir eu la possession pacifique depuis sa fondation[33]. Bien que le demandeur ne qualifie pas son action, il s'agit à notre avis d'une action de spoliation tendant au rétablissement de sa possession et à la réparation du dommage. Cette action n'est pas subordonnée à la violence, mais seulement à une spoliation illicite[34]. Notre propos n'est toutefois pas d'analyser ici cette action, puisqu'elle prendra fin par un incident de procédure, comme nous allons le voir maintenant.

***Le jugement***

L'originalité de la procédure vaudoise de jugement est particulièrement bien mise en lumière dans notre texte. Il incombe aux parties de soumettre à la Cour (*in iure, iudicio et cognitione curie*)[35] une ou plusieurs questions propres à mettre fin au procès. Nous avons déjà signalé qu'en l'espèce, la question décisive était de savoir si les défendeurs étaient ou non tenus de prêter serment sur-le-champ à l'appui de leur contestation des preuves écrites avancées par le demandeur[36]. Les parties doivent alors se retirer, la sentence étant délibérée à huis clos[37]. Celle-ci implique toutefois l'unanimité des assesseurs ou coutumiers composant la Cour, non compris l'officier qui la préside[38], ici le lieutenant baillival. À défaut d'unanimité, l'officier de justice doit prendre un autre avis, s'informer sur la coutume applicable en consultant d'autres coutumiers, puis rendre une nouvelle sentence conforme à cet avis.

C'est précisément ce qui se produit dans notre procès. Il y a désaccord au sein de la Cour, de telle sorte que le lieutenant baillival renvoie l'audience de jugement au 20 avril, le temps de prendre conseil, ce qu'il fait en consultant d'autres coutumiers[39]. À cette date, ayant, selon la formule usuelle, pris conseil auprès de sages, le lieutenant baillival rend sa sentence en présence des parties, condamnant les défendeurs. Ceux-ci appellent sur le champ contre cette sentence au juge des appellations de Savoie[40], instance intermédiaire de recours à cette époque, et non au Conseil résident. Or, un tel appel entraîne de plein droit la confirmation de la sentence rendue contre l'appelant[41], c'est dire que

la condamnation des défendeurs repose sur un double fondement, ce que relève l'expédition de la sentence[42]. De surcroît, lorsque l'appel est interjeté contre un jugement incident, comme en l'espèce, il entraîne condamnation au fond, pour le tout[43], ce qui explique vraisemblablement pourquoi le dispositif de notre jugement s'étend ici à la condamnation pécuniaire de cent livres. Notre jugement donne ensuite, ce qui est exceptionnel, la liste des onze coutumiers qui ont été consultés par le lieutenant baillival pour arrêter son *reportamentum*[44], les deux derniers de cette liste faisant de surcroît office de témoins de la régularité des opérations[45]. Les neuf autres coutumiers confirment avoir siégé, assisté et jugé avec le lieutenant baillival le dernier jour du *reportamentum*, soit le 20 avril 1388[46]. Ils requièrent l'apposition du sceau du bailliage de Vaud, ce qui est laissé aux soins de Guillaume Chartreir, clerc bien connu de Moudon et juré du bailliage de Vaud.

### *Conclusion*

Si la Régente de Savoie est initialement saisie de deux requêtes, l'une d'Arthaud de Mont et l'autre du prieur d'Oujon, elles ne tarderont pas à se fondre en une seule, puis celle-ci transmise à la Cour baillivale de Moudon. Cette dernière est encore à cette époque le juge ordinaire de la noblesse vaudoise. Le Conseil résident prend toutefois des mesures provisoires, soit la restitution des biens saisis, vraisemblablement du bétail pâturant sur le territoire d'Oujon, et l'interdiction de modifier pour le surplus la situation de fait jusqu'à droit connu.

Les indications les plus précieuses concernent la procédure suivie à défaut d'unanimité au sein de la Cour. L'officier de justice, soit ici le lieutenant baillival, doit suspendre la procédure pour prendre un autre conseil, ici en consultant onze nouveaux coutumiers. Une telle indication est exceptionnelle dans nos sources. De leur côté, les défendeurs interjettent appel contre la sentence admettant la validité des preuves apportées par la demanderesse. Cet appel ayant pour effet de confirmer le jugement attaqué, celui-ci repose sur un double fondement, le *reportamentum* rendu après consultation des onze coutumiers susmentionnés et l'effet dévolutif attaché à l'appel.

## Notes

1 Cf. p. 31.
2 AC Arzier, A24 J.
3 Cf. en particulier Paolo Gallone, *Organisation judiciaire et procédure devant les cours laïques du Pays de Vaud à l'époque savoyarde (XIIIe-XVIe siècle)*, thèse, Lausanne, 1972 (Bibliothèque historique vaudoise, 45).
4 L. 1.
5 L. 5.
6 L. 10.
7 L. 15.
8 L. 16-17.
9 L. 20-21.
10 L. 29.
11 Jean-Daniel Morerod (ibid.) y voit « la persistance d'un ordre féodal », qualification qu'il faudrait alors appliquer à toutes les causes portées devant le Conseil résidant avec le prince et même à celles portées devant la cour baillivale de Moudon, juge ordinaire de la noblesse (cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 42-43).
12 Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 125-126, en particulier le texte de 1390 cité p. 125, n. 62.
13 Cf. *ibid.*, p. 107-110 ; J.-F. Poudret, *Coutumes et coutumiers. Histoire comparative des droits des pays romands, du XIIIe à la fin du XVIe siècle*, I, Berne, 1998, p. 405-408.
14 Cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 107, n. 84.
15 *Ibid.*, p. 107-108.
16 *Ibid.*, p. 108 ; Poudret, *Coutumes et coutumiers, op. cit.*, p. 406, n. 584.
17 Cf. l. 16, 20 et 28.
18 L. 24-25.
19 *Les sources du droit du canton de Vaud* (SDS-VD) BII, N5, p. 5.
20 Notamment SDS-VD AI, p. 17, 1473 ; p. 81, 1437 ; p. 99, 1439 ; p. 143, 1470-1471. Plus récemment, Poudret, « Une enquête inédite sur la coutume du Pays de Vaud (1512) », in: id., *Coutumes et libertés. Recueil d'articles*, s. l., 2009 (Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands / Bibliothèque historique vaudoise, 133), p. 128-148.
21 L. 35 et 57-58.
22 L. 36-44.
23 Sur la production des pièces en justice, cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 232-234.
24 L. 51-53.
25 L. 54-55.
26 L. 60 et 61 ; sur ce serment, cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 211-213.
27 L. 6: *hec dicte partes posuerunt in iure et cognitione curie.* Sur cette réquisition de jugement qui doit émaner des deux parties, cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 237.
28 L. 31, 14 août 1387 ; 33-34, 9 décembre 1387 ; 49-50, 13 avril 1388 et 70, 20 avril 1388. Cette répétition s'explique par l'exigence de renouveler la demande à chaque comparution (Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 176, n. 7).
29 Notamment à l. 18-19: *quod pignora hinc et inde capta restituant et recredant* ; l. 22-23.
30 Poudret, *Coutumes et coutumiers, op. cit.*, VI, p. 350.
31 L. 23: *Item ordinamus quod dicta domina Luca seu eius castellanus seu alius… non faciant aliquam novitatem* ; l. 28-29. Le châtelain de Nyon est chargé de veiller au respect de ces ordonnances du Conseil (l. 25).
32 Cf. Lucien Masmejan, *La protection provisoire en droit romano-canonique médiéval (XIIIe-XVe siècles)*, Montpellier 1990, p. 288-292.
33 L. 34-35.
34 Poudret, *Coutumes et coutumiers, op. cit.*, V, p. 462, résumé p. 503.
35 Cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 237.
36 L. 63: *prior dixit quod si incontinenti dictum iuramentum dicti procuratores non faciebant, quod nos predictum passamentum sibi dare debebamus et hoc dicte partes posuerunt in iure et cognitione curie.*
37 L. 63-64: *a curia remotis* ; Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 237.
38 Notamment Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 80-83 ; Poudret, *Coutumes et coutumiers, op. cit.*, p. 269-270.
39 L. 64: *in ipsa curia fuit discordia. quam discordiam ad nos retinuimus et citavimus dictas partes… ad dictam discordiam in concordia reportandum.*
40 L. 67.
41 Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 267.
42 L. 67-68: *prior dixit quod tam virtute dicti reportamenti quam dicte appellationis dictus locum nostrum tenens… dare debebat precisum passamentum… ;* sur le passement précis rendu en contradictoire, cf. Gallone, *Organisation judiciaire, op. cit.*, p. 240.
43 *Ibid.*, p. 268.
44 L. 68-69 ; on notera que cette liste ne comprend que deux donzels, les neuf autres coutumiers étant bourgeois de Moudon.
45 L. 71-72.
46 L. 72-74.

# AC Arzier, A 24j

(La rédaction remercie Lorraine Fuhrer pour son aide à l'établissement du texte)

/1/ Nos, Rodulphus dominus de Longino, miles, ballivus Waudi, notum facimus universis quod, cum quedam questio et controversia verteretur inter religiosum virum fratrem Mermetum priorem Augionis, cartusiensis ordinis, Gebennensis dyocesis ex una parte, nomine suo et conventus sui et hominum suorum ville de Arsie, et communitatem ville de Bigniens ex altera, super /2/ eo quod dicta communitas de Begniens duci fecerat animalia sua ad pasturandum ad pascua dictorum religiosorum et hominum suorum sita in territorio grangie dou Mueis et ville de Arsie, inter aquam vocatam Sisillie a parte boree et viam tendentem a ponte de Sisilly versus Genoliacum desubtus Montens[47] usque ad rivum vo/3/catum Vuavi a parte lacus et occidentali, et de quibus predictis certe supplicationes facte fuerunt illustri principisse domine nostre carissime domine Bone de Borbonio comitisse Sabaudie, que domina certa mandata provide[48] fecit postmodum ; certas commissiones eadem domina suo consilio et iddem (!) consilium et eciam ipsa domina nobis fecerunt ad decidendum de terminibus con/4/fini[49] debite ponendis, debata et questiones inter dictas partes versas rationibus predictis, prout plenius et latius patet per litteras in papiro scriptas super predictas confectas, quarum tenores secuntur:

1) A vous, ma tres redotee dame Madame Bonne de Burbon, contesse de Savoe, supplie l'on tres humblemant pour la partie de monsigneur Ar/5/taul signor de Mont, votre feal', que, comme ce soit que la communite et la parroche de Bigniens, home de Madame Luquet de la Balme, dame de Mont, dou commandemant et consentement de celle, menoyent lour bestes pascerier sur les pasquier et territorie deis religious d'Oujon, vostres oratour, /6/ laquelle chosse il fons mens de droit et sen cause, par ansi comme lidit supplians est apparellie de monstre par bonnes enformacion et leaul enseignemant eys quel pasquier, lidit signor de Mont, supplians, at l'aute segniorie et soverenete et de digisci[50] de pasquerie sofri ne se /7/ volont et ladicte dame Luquet en soit hues sovent requise emsenble sesdit homes de Bigniens de la part doudit segnor de Mont, may elle ne se tendroit may pasqueron totjour eys pasquier deisdit religiouz en usurpant ladite segniorie dou segnor de Mont et en sont grant /8/ prejudicez pour que considere que lidit segnor de Mont est de present ou service de vostre treschier fil le conte nostre segnor et ne pohu defendre sa dite segniorie, il plaise de mander a ladite dame Luquet que facez desisti sedit homes de pasqueirer sus sa dite segniorie ou au men faire apaller /9/ les parties par devant vostre venerable consel qu'il en ordiner cez que rayson sera. A vous, tres aute et excellanz princesse et tres reddotee dame et honoree Madame la contesse de Savoe trest aute et excellant princesse tres reddotee et honoree dame a vous vennent li vostre sers et houratours ly priour et convent d'Ou/10/ jon humblemant suppliant en complimant a vos mostrant comme olx qui ne hont recours nul fours que vers vous que toute ly communatey de la ville de Bignians ***[51] force et ayde de Madame Luque de laz Barme sont venuz pasquerier a lours bestes et pascurent par chaque jours didant les confines /11/ desdit pasquiers deisdit suppliant mens de droit et sens cause, lequel choss' ils ne peuvent ne doyvent faire par rayson ensi comme magnifestemant apers par les lettres[52] deis dit suppliant et deis quel lettres il sont apparellie d'eubvrirey de la quel choss' il sotieingent grant damage de jour en jour /12/ et est en lours grant prejudice , se vous supplient de notefier ly susdit priour et covent pour amour de Dieu et par le merite de la gloriouse vierge Marie sa mere eys susdites par votre benigne consel faire metre reymiede en tel manere que vostre povre convent ne soit perduz ne aucunl[53] muer. Et se il /13/ plait a vostre soverenite, ma tres soverene et reddotee dame, faire cyte les parties devant vous ou vostre beninet consel ou enquort aul miouz vous playra ***[54] sont apparellie li dit suppliant dey prendre rayson, mas tres aute soveuriene dame et reddotee nous priont a Dieu nostre segnor et a la glori/14/ouse Virge Marie sa mere que il vous donnet joye, bonne vie et longue[55].

2) Bona de Borbonio, comitissa Sabaudie dilecte fideli nostre domine Luce de Balma domine de Mont-Antiquioris, salutem. Supplicationes recepimus hiis annexas qua (?) in attento tenore volentes de contentis in eisdem veraciter informari et partes ad concordiam super /15/ supplicatis revocari, vobis mandamus expresse qualiter die sabbati proxima ad nos et consilium nostrum unum vel duos ex gentibus vel procuratoribus vestris transmittatis apud Rippalliam cum omnibus informationibus vestrorum iurium in hac parte. Qua die, supplicantes cum ipsorum informationibus hic similiter interesse convenerint. Datum /16/ Rippallie, die decima iulii, anno Domini Mo CCCimo octogesimo septimo[56], per dominam, presentibus dominis Stephano Guerrici et Guillelmo Mairchandi signatam per Guillelmum Genevesii.

3) Comparentibus hodie coram nobis consilio domini nostri comitis cum domina nostra comitissa Sabaudie residenti,

priore Augionis et Nicholeto de Gimel castellano /17/ pro domino Arthraudo, domino de Mont, ex una parte et Johanne de Sancto Martino, castellano domine Luce, domine de Mont, ex parte alia, et vigore litterarum presentibus annexarum et auditis altercationibus dictarum partium, eisdem assignamus diem vicesimam mensis huius ad comparandum in Rippalliam coram nobis hora tercia. Et predictas partes omnes ipsarum /18/ informationes super questionibus inter eas apportandum et coram nobis exhibendum nostramque ordinationem dicta die si fieri possit comode audiendum super questionibus predictis iniungentes harum tenore partibus predictis sub pena centum marcharum argenti per partem contrafacientem commitenda et domino nostro comiti applicanda quod pignora /19/ hinc et inde capta restituant et recredant integre cum effectu et nullam faciant in locis de quibus est questio novitatem usque tunc sub pena memorata. Datum Rippallie, die decima tercia mensis iulii, anno Domini Mo CCCo octogesimo septimo[57] per consilium, presentibus dominis Guichardo Marchiandi et Jaqueto Champion per Guillelmum Genevesii.

4) Anno /20/ Domini Mo CCCo octogesimo septimo, die vicesima mensis iulii comparuerunt coram nobis consilio domini nostri Sabaudie comitis cum domina nostra Sabaudie comitissa residenti virtute assignationis presentibus annexe, videlicet donnus Mermetus prior domus Augionis cartusiensis ordinis pro se et hominibus suis d'Arsier et Nicholetus Gimel, castellanus /21/ castri de Mont-Superiori ex una parte et Jaquetus de Bigniens unacum Francisco Fabri eius consule pro parte domine Luce de Balma, domine castri de Mont-Inferiori pro se et hominibus suis de Bignens ex parte altera et auditis pluribus ascertationibus habitis inter dictas partes, nos, dictum consilium, ordinamus per presentes quod si recre/22/dencie per dictas partes hinc et inde facte non fuerint de pignoribus per ipsas captis vicissim quod ipsas recredencias faciant integre, effectualiter hinc et inde de pignoribus quibuscumque captis et maxime dicta domina Luca hominibus de Bigniens et aliis a quibus dicta pignora capi fuerunt per ipsam vel eius officiarios /23/ et hoc sub penis similibus contentis in nostris litteris hiis annexis. Item, ordinamus quod dicta domina Luca seu eius castellanus vel alius seu alii ipsorum nomine non faciant aliquam novitatem in rebus et consimilibus de quibus est questio inter dictas partes et non pasquerant in ipsis seu pasqueari permittant per quosquam ipsius domine Luce subiectos /24/ donec super questione principali existente de dictis rebus et pascuis, si quamdicta domina Luca movere voluerit in ipsis extiterit certatum et declaratum per ballivum Waudi, cui per presentes remittimus declarationem dicte cause principalis cum res de quibus est in locis consuetudinis existant dictis partibus assignantes diem vicesimam nonam /25/ mensis huius iulii ad complendum coram dicto ballivo in loco Melduni et per ipsas partes proponendum et dicendum coram ipso quicquid voluerit, et si in hac causa viderit expedire ; preterea, mandamus castellano Nyviduni vel eius locum tenenti quod nostras ordinationes suprascriptas faciat predictas partes firmiter attendere et observari per modum /26/ suprascriptum, nos ad hoc efficialiter compellendo ; et est sciendum quod dictus Jaquetus de Bigniens promisit et convenit predicta per nos ordinata facere, attendere et compleri per dominam Lucam antedictam. Datum Rippallie, anno et die quibus supra[58].

5) Consideratis informationibus dictis prioris et maxime quodam passamento per ipsum nobis oblato super pasque/27/ragiis de quibus agitur. Datum ut supra[59], per consilium presentibus dominis Guillelmo Marchiandi et Jaqueto Champion' per Guillelmum Genevesii.

6) Bona de Borbonio, comitissa Sabaudie, dilecto ballivo nostro Waudi vel eius locumtenenti salutem. Pro parte venerabilis religiosi prioris domus Augionis hodie nobis extitit monstratum /28/ quod remissionem cause vobis per nostrum consilium Rippallie nobiscum residens exequi remitis preterea vobis expresse quantum possumus, mandamus quatinus ordinationem consilii nostri inmediate presentibus annexam, ad virguem et penitus faciatis observari, taliter quod dicta domina Luca nullam per se vel homines et subditos suos in dictis /29/ pascuis et pasqueragiis, quousque prout supra fuerit cognitum et decertatum, faciat novitatem. Insuper, volumus et iubemus quod recredencie per dictum consilium ordinate et prioris mandato expressate fiant, nulla contradictione obstante taliter quod si per dictam dominam Lucam vel eius officiarios aliquid contra ordinationem predictam /30/ est occupatum vel captum, illico recredatur et restituatur. Datum Rippallie, die ultima iulii, anno Domini Mo CCCo octogesimo septimo[60] per dominam, religiosorum dominorum episcopo Lausannensi, Johanne de Confleto et Guichardo Marchiand', Egidius Trudi[61].

Et visa ultima littera mandati dicte domine nostre, virtute ipsius mandati et ad clamam dicti domini /31/ prioris nobis factam die quatuordecima mensis augusti, anno Domini Mo CCCo octogesimo septimo, de Johanne de Sancto Martino castellano Montis-Inferioris et communitate ville de Bigniens usque ad centum libras lausannensium pro dampnis per dictam communitatem in dictis pascuis illatis, nos, dictus ballivus, citavimus dictas partes coram /32/ nobis vel locum nostrum tenente Melduni post aliquas dierum prorogationes sub spe pacis, scilicet ad diem lune post festum conceptionis beate Marie virginis[62], qua die dictus dominus prior nomine quo supra ex una parte

et Jaquetus de Bigniens, domicellus, et Perretus de Costel de Bignyens, tamquam procuratores et gubernatores ville de Bignyens fidem /33/ facientes per litteram de dicta gubernatione ex altera coram Nichodo mistrale de Tierrens locum nostrum tenentem in iudicio Meldunì personaliter comparuerunt et fecit dictus dominus prior hora cognita placitandi petitionem suam dicens quod in ipso anno, certis diebus, predicta communitas de Bignyens duci fecerat animalia sua in /34/ pascuis dicte religionis et hominum suorum superius limittatis (!) et ibidem pascuaverant minus iuste et indebite et ultra voluntatem ipsorum religiosorum et hominum suorum et in quibus pascuis ipsa communitas animalia sua pascere non debet seu consuevit sed ipsa pascua sunt dictorum religiosorum et hominum suorum et de ipsis habent et habuerunt /35/ temporibus retroactis pacificam possessionem, tam virtute fundationis ipsius cartusie et religionis litterarum inde confectarum quam virtute cuiusdam passamenti per predecessores suos coram illustribus dominabus nostris dominabus Ysabella de Cabilone et Katherina de Sabaudia eius filia, dominabus Sabaudie vel earum commissario obtenti et /36/ exibuit quinque litteras de predictis confectas in quibus scilicet

– in prima littera continetur quod reverendus in Christo pater N., Dei gratia Gebennensis episcopus, determinabat et determinavit limittes et terminos dicte cartusie concedebat ac concessit videlicet quod a via que tendit a ponte de Sisilly versus Genoliacum desubtus Montens usque /37/ ad rivolum qui vocatur Vuavii ab oriente sit terminus ; ab occidente vero terminus est quidam lacus et Orba fluvius qui eumdem lacum facit; a meridie terminus est pratum de Corp et Mons Ousier recto tramitte usque ad inicium prefati lacus ab aquilone terminus est Calmes Rotonda a quo /38/ loco contra orientem tendit usque ad foras Jurem et descendit in vallem subtus Bouczin et sic per rivolon eiusdem vallis pervenit terminus ad prefatum pontem de Sisilly ; que littera fuit data anno ab incarnatione Domini Mo Co LXXXX quinto, sub sigillo dicti domini episcopi.
– Item in secunda littera continetur /39/ quod Johannes, dominus de Pringens, dedit in elemosinam dicte cartusie quicquid iuris habebat vel videbatur habere infra terminos ipsius cartusie in pascuis, nemoribus, pratis, silvis, decimis et etiam pascua illa pro quibus controversia seu questio erat inter habitatores Augionis et habitatores de Bigniens et usamenta quod homines de Bignyens ha/40/bebant infra terminos dicte cartusie et hoc de laude et voluntate plurium nobilium et hominum dicte communitatis ; que littera data fuit sub sigillo ipsius Johannis necnon sub sigillo domini Bernardi Gebennensis episcopi et Amedei de Jaiz apud Pringens, anno ab incarnatione Mo CCo undecimo, mense mayo decimaVII kl. Iunii[63].
– Item /41/ in tercia littera continetur quod frater Michael abbas Bonimontis per quamdam potestatem sibi datam pronunciavit et declaravit dictam communitatem de Bignyens nullum ius habere in terminis seu infra terminos ipsius cartusie et hoc de consensu quamplurimorum dicte communitatis que littera facta fuit sub sigillis dictorum abbatis et prioris Valonis anno /42/ Domini Mo CCo XXXIX, mense novembris.
– Item in quarta littera continetur quod quoddam passamentum fuit datum contra illos de Bignyens seu eorum gubernatores per dominas Ysabellam et Katherinam predictas et etiam per dominum Aymonem de Chastonay earum commissarium tunc domicellum quod passamentum fuit datum die sabbati ante festum beate Marie /43/ Magdellene, anno Domini Mo CCCo quinquagesimo[64] sub sigillis dictarum dominarum, dicti commissarii et Jaquetinoti Macelli et Mermety Magnyn per inquisitiones factas super predictis.
– Item in quinta littera continetur quod supplicatio facta per priorem et conventum Augionis illustri principi quondam domino nostro carissimo domino Amedeo comiti Sabaudie /44/ pro predicto passamento confirmando et ipsum attendendo et ipsi supplicationi est annexa littera dicti domini nostri pro ipso passamento complendo data die XXVIII mensis augusti, anno Domini Mo CCCo Lo nono.

Que littere in iudicio lecte fuerunt et, ipsis litteris lectis, dictus dominus prior dixit quod dicta communitas de Bignyens ipsum et gentes suas dampnifi/45/caverant in predictis absque causa usque ad centum libras lausannensium quare dictas centum libras sibi petebat solvi pro ipsis dampnis et pro miss' et expensis per ipsum factis et expensis pro sequendo predicta et quod dicta communitas nullum ius utile in predictis habet seu habere debet, dicti vero procuratores seu gubernatores de Bignyens petierunt sibi /46/ unam diem assignari ad aducendum consilium suum ad respondendum super predictis quam diem idem locum nostrum tenens dictis partibus assignavit Meldunì scilicet ad diem lune post festum purificationis beate Marie virginis[65], de voluntate ipsarum partium, qua die, partes coram nobis in iudicio Meldunì personaliter comparuerunt et fecit dictus dominus prior petitionem /47/ suam nomine quo supra omnino ut superius declaratur et peciit dictas centum libras sibi solvi et exibuit dictas quinque litteras que lecte fuerunt tunc ipsis litteris lectis, dicti Jaquetus et Perretus procur' quo supra nomine pecierunt unam diem sibi assignari ad dicendum contra litteras dicti domini prioris predictis et petitiones quemdam diem /48/ dictis partibus assignavimus coram nobis vel locum nostrum tenente Meldunì post aliquas dierum prorogationes sub spe pacis, scilicet die lune post quindena Pasche que fuit tercia decima mensis aprilis, anno Domini quo infra[66] qua die lune dic-

tus dominus prior et eciam Nicholetus dou Martenet de Bigneyens domicelli, loco dicti Jaqueti de Bignyens et /49/ eciam dictus Perretus de Costel, tamquam procurator dicte ville de Bignyens fidem facientibus de sua procuratione et per litteram domine Luce de Balma, coram nobis in iudicio Meldуni personaliter comparuerunt et hora cognita placitandi, dictus dominus prior fiat peticionem suam omnes ut antea et peciit dictas centum libras lausannensium sibi solvi pro dampnis et missionibus /50/ predictis et exibuit dictas quinque litteras que lecte fuerunt dixitque quod predicta communitas de Bignies nullum ius habebat pasturandi infra predictas limittes virtute litterarum predictarum et passamenti que inde habebant; quare ibidem animalia sua pascere non debebant et quod virtute dictarum litterarum suarum nos sibi dicto priore, nomine quo /51/ supra, passamentum de predictis dare debebamus.
Prenominati vero Nicholetus et Perretus procuratores nomine quo supra dixerunt quod predicte littere in aliquo non sibi dicto priori valere debebant et dicte communitati nychil debebant preiudicis inferre quia erant sigillate sigillis non autenticis que sigilla nullam fidem facere debe/52/bant et eciam illi qui dicebantur contineri in dictis litteris de hominibus ville de Bignyens numquam fuerant et cognomina ipsorum innoscebantur et non fuerant ibidem commorantes quasy proprietarii licet forte potuissent esse habitantes ibidem.
Item quod prenominati qui dederant ipsa pascua et predictos limittes cons***verant[67] /53/ ipsa predicta facere non poterant, quia ibidem aliquid non habebant et eciam non dederant nisi sua iura et quod dictum passamentum non fuit datum contra dictam communitatem sed contra aliquos qui non erant procuratores ipsius ville, quare erant nullius valoris et dicte littere eciam non fuerant signate manu alicuius aliquorum notariorum. Item quod, hiis non obstantibus, /54/ si fieri potuisset, dicta communitas semper usa sint in dictis pascuis et ibidem pascit animalia sua sine aliqua contradictione, presentibus et videntibus religiosis et hominibus dicte cartusie, et nichil in contrarium facientibus de predictis que pacificam possessionem habebant homines communitatis de Bignyens, quam possessionem parati /55/ erant testificari et probari modo debito ad dies certas que sibi assignarentur secundum consuetudines, quare predicte littere erant nullius valoris et quod ad dictam possessionem testificandam, ipsi procuratores erant admittendi. Dictus vero dominus prior dixit et proposuit quod dicte sue littere erant bone et[68] valoris atque erant sigillate /56/ sigillis satis authenticis, et que sigilla fidem facere debebant quia erant sigilla episcoporum, dominorum, priorum, abbatum et aliorum domicellorum iuridictiones habentium et arma portantium et in qualibet littera erant plura sigilla, maxime in tribus ad corroborationem facti, licet non sint signate quia antiquitus taliter /57/ fiebant.
- Item quod predicta illi qui ipsa concesserant ipsa concedere poterant quia erant sua ; et eciam plures homines dicte communitatis ipsa laudaverant et de cognominibus ipsorum hominum plura cognomina consimilia adhuc sunt in dicta villa quare ipsi homines non poterant negari. Etiam quod per dictum passamentum datum per /58/ predictas dominas et earum commissarium - que erant domine patrie Waudi et dicti loci de Pringens et Montis - contra illos qui asserebant esse procuratores dicte ville et eciam per confirmacionem factam per dictum dominum nostrum comitem Sabaudie, predicta pertinebant dicte cartusie et suis hominibus et de ipsis a datis dictarum litterarum et maxime a dicto passamento paci/59/ficam possessionem habuerunt.
- Item quod predicta communitas nullam possessionem utendi infra predictos limittes habebat seu habuerat et quando animalia ipsorum ibidem inventa fuerunt ipsi religiosi et homines ipsorum ipsa vadiaverunt et licet ibidem ipsa non vadiaverint hoc ipsos (?) non preiudicebatur, quia non utebantur, sed adbutebantur (!) /60/ et possessio, quam allegant seu proponunt dicti procuratores habere, nichil valet contra predictas litteras pro eo quod plures quasi omnes antiqui dicte communitatis in predictis litteris continentur, tamen, hiis non obstantibus, dictus dominus prior confidens de predictis procur' accepit iur' ipsorum procur' super sanctas reliquias vel sancta Dei evvangelia quod dicta communi/61/tas in dictis pascuis et infra dictos limittes pacifice et sine contradictione animalia sua pascerit et si ibidem ipsa pascere debite debet et consuevit dixitque idem prior quod dicti procuratores dictum iuramentum facere debebant et si ipsum non faciebant dixit quod nos sibi, nomine quo supra, passamentum precisum de predictis dare debebamus.
Dicti /62/ vero procuratores nomine quo supra replicando proposita per ipsos fore vera et esse debere bone valoris et proposita per dictum priorem fore nullius valoris dixerunt quod dictum iuramentum facere non debebant et si ipsum facere debebant petierunt octo dies dilationis dari pro testando de ipso faciendo. Si curia adiudicaret, dictus vero dominus /63/ prior dixit quod, si incontinenti dictum iuramentum dicti procuratores non faciebant, quod[69] nos predictum passamentum sibi dare debebamus et hec dicte partes posuerunt in iura et cognitione curie, retinendo dicti procur' ad moderationem et declarationem sibi fieri coram nobis et per nos de predictis dampnis et missionibus. Et ipsis a curia /64/ remotis, in ipsa curia fuit discordia. Quam discordiam ad nos retinuimus et citavimus dictas partes coram nobis vel locum nostrum tenente Meldуni ad dictam discordiam in concordia reportandam scilicet ad diem lune ante festum beati Georgii[70], qua die lune dicte partes coram locum nostrum tenente predicto in iudicio Meldуni per/65/sonaliter comparuerunt quibus partibus. Idem locum nostrum tenens, de mandato nostro, habito diligenti consilio cum peritis, reportavit quod, non obstantibus allegationibus per dictos procuratores factis, predicte littere

sunt bone *et* debent esse valoris sub sigillis predictis; tamen pro eo dictus dominus prior dictum iuramentum accepit dicti procuratoris si vellent /66/ ipsum iuramentum facere debebant *et* si ipsum iuramentum non faciebant quod ipse locum nostrum tenens debebat dicto domino priori nomine quo supra de omnibus premissis dare et adiudicare *contra* dictos procuratores nomine quo supra precisum *et* legitimum passamentum de dictis pascuis, limitibus seu termis *et* usque ad predictas centum libras /67/ lausannensium pro dampnis *et* missionibus predictis admoderatione nostra reservata ; quo reportamento sic facto, dicti procuratores de predictis sentientiis se fore gravatos, renuendo dictum iur' facere ad audienciam iudicis causarum appellationum Sabaudie appellaverunt comitatus, tunc dictus dominus prior dixit quod, tam virtute dicti /68/ reportamenti quam dicte appellationis, dictus locum nostrum tenens sibi nomine quo supra dare debebat precisum passamentum de predictis. Quare dictus locum nostrum tenens de iussu nostro tam virtute dicti reportamenti quam de iure, iudicio et cognitione Johannis de Yens, Francisci de Gomuens, domicelli, Nichodi *et* Rodul/69/phi Chat, Johanneti de Wallacrest, Petri Vionet et Cononis Mercier, Johannis Landri, Perrodi Apparellier, Anthonii Malliet *et* Michaelis Piwit, burgensium Melduni cum dicto locum nostrum tenente in curia sedentium cognoscentium *et* iudicantium dedit *et* adiudicavit *et* nos per presentes damus *et* adiudicamus /70/ dicto domino priori, nomine quo supra, de omnibus premissis contra dictos procuratores nomine quo supra *et* de dictis limittibus *et* pascuis precisum *et* legitimum passamentum et usque ad centum libras lausannensium predictas, predicta nostra admoderatione reservata *et* de predictis ipsum dominum priorem nomine quo supra investimus in clamam, /71/ assignationibus *et* prorogationibus dierum predictorum et in omnibus premissis nobis et *cum* dicto locum nostrum tenente, presentes fuerunt Anthonius Malliet et Michaelis Piwit predicti.

In cuius testimonium, ego dictus Nichodus locumtenens qui predicta per me *et* coram me confiteor fore facta ut supra declaratur /72/ et nos Anthonius Malliet *et* Michael Piwit predicti qui in clama, assignationibus *et* prorogationibus dierum predictorum *et* in omnibus premissis cum dictis domino ballivo et eius locum tenente fuimus presentes, sedimus, cognovimus et iudicavimus omnes ut supra declarantur. Et nos, Johannes d'Yens, /73/ Franciscus de Gomuens, domicellus, Nichodus et Rodulphus Chat, Johannetus Wallacrest, Petrus Vioneti, Conodus Mercerii, Johannes Landri *et* Perrodus Apparellier, burgenses Melduni, qui in dicta ultima die lune[71] dicti reportamenti *cum* dicto locumtenente presentes fuimus, sedimus, cognovimus /74/ *et* iudicavimus omnes ut supra declaratas, sigillum communne ballivie Waudi rogavimus et fecimus apponi huic scripto. Et nos prefatus ballivus Waudi pro nobis et ad preces omnium prenominatorum quorum interest nobis oblatas per Willelmum Chartreir clericum de Melduno, iuratum ballivie Waudi, cui /75/ super hoc fidem plenariam adhibemus, sigillum communne ballivie Waudi presentibus duximus apponendum. Datum dicta die lune ante festum beati Georgii anno Domini Mo CCCo octogesimo octavo[72]. Et ***[73] dictus Johannes d'Yens, scilicet Johannes Grasset. Datum ut supra.

Datum per copiam, facta collatione de originali, per me /76/, Nychodum de Gimel, morantem Albone, notarium /77/ iuratum.

## Notes

47 Lecture approximative.
48 On attendrait *providere*.
49 On attendrait *confinii*.
50 Être déjeté, expulsé.
51 Un mot illisible.
52 À peine lisible.
53 À peine lisible.
54 Un mot effacé.
55 Lettre non datée.
56 Lettre datée de Ripaille, le 10 juillet 1387.
57 Lettre datée de Ripaille, le 13 juillet 1387.
58 Lettre datée de Ripaille, le 20 juillet 1387.
59 Lettre datée de Ripaille, le 20 juillet 1387.
60 Lettre datée de Ripaille, le 31 juillet 1387.
61 La fin de la lettre semble avoir été mal recopiée; on attendrait « *presentibus* religiosis *dominis* episcopo Lausannensi (...) ».
62 9 décembre 1387.
63 16 mai 1211.
64 17 juillet 1350.
65 10 février 1388.
66 13 avril 1388.
67 Mot partiellement illisible.
68 Le *et* est vraisemblablement une erreur.
69 *Quod* est répété à tort.
70 20 avril 1388.
71 20 avril 1388.
72 20 avril 1388.
73 *Coiatur*.